

Lettre ouverte aux Calédoniens

A la veille de l'examen par le Congrès d'un projet de loi du pays portant régulation des marchés, la Fédération des industries de Nouvelle-Calédonie tient à faire part de son point de vue sur le développement du secteur de l'industrie manufacturière.

En effet, il nous semble urgent au regard des enjeux actuels et à venir, de sortir des discussions de « café de commerce » et d'élever le débat pour s'orienter vers des politiques publiques qui favorisent **un nouveau modèle économique et social pour la Nouvelle-Calédonie.**

L'industrie calédonienne représente plus de 14 000 emplois directs dont 6 000 pour la seule industrie de transformation. Ce secteur constitue un des principaux secteurs économiques du territoire et fait figure d'exception dans l'Outre-Mer français et dans les états insulaires du Pacifique Sud.

A elle seule, l'industrie manufacturière (hors nickel) représente 9% du PIB.

S'agissant des mesures de régulation de marché qui sont soit tarifaires soit quantitatives, elles ne s'appliquent qu'à 102 types de produits sur les centaines de milliers d'articles importés.

Tous les pays soutiennent et protègent leurs industries au travers de divers dispositifs et bien au-delà de ce que propose la Nouvelle-Calédonie. Et tous les secteurs productifs doivent être et sont soutenus : BTP, tourisme, agriculture, pêche, artisanat, métallurgie...

Sérieusement, quelle économie, quel pays, peut être fort sans une industrie forte ? A titre d'exemple, les députés européens l'ont bien compris puisqu'ils veulent se doter d'un cadre législatif « anti-dumping » afin de contrer les pays qui ne prennent en compte ni l'humain, ni la santé, ni l'environnement. Mais c'est le cas aussi chez nos voisins du Pacifique.

Alors à l'approche des élections provinciales, une question se pose : quelle responsabilité politique et quel courage citoyen y a-t-il à dénigrer systématiquement l'industrie calédonienne, la qualité de ses produits, et le professionnalisme de ses acteurs ?

La critique chronique du « MADE IN CALEDONIE » n'a rien de constructif parce qu'elle ignore la réalité du travail et ne se préoccupe pas de l'intégration par l'emploi de notre jeunesse. Elle ignore aussi la réalité du niveau de développement de cette industrie et l'appropriation forte par une grande majorité de calédoniens des savoir-faire du « MADE IN CALEDONIE ».

Réclamer en paroles, haut et fort, une unité politique et dans le même temps se répandre sur les réseaux sociaux et s'employer par un dénigrement constant à diviser et opposer les partenaires économiques, ne peut pas amener l'unité attendue.

Opposer sans cesse la grande distribution, les importateurs et les industriels alors que chacun est acteur et moteur de l'économie calédonienne, est un débat stérile et un combat dépassé dans ce pays riche de ressources et de compétences.

En période de ralentissement économique, il nous semblerait beaucoup plus judicieux de rassembler toutes les forces vives de ce pays pour trouver les voies les plus équilibrées et les meilleurs moyens de **contribuer ensemble à fixer toujours plus de valeur ajoutée sur notre territoire** : produire ici nos richesses, créer nos emplois, former nos jeunes, payer nos impôts, soutenir notre système de santé et de protection sociale... c'est ainsi que l'on construira le futur de la Calédonie.

Tous les groupes politiques – y compris l’Autorité de la concurrence - s’accordent à dire que sur un marché de 280 000 habitants, sans dispositif de protection de marché, certaines filières n’existeraient pas.

C’est un fait : depuis sa mise en place au début des années 80, le dispositif de régulation des marchés a contribué favorablement au développement des filières de production locale : **emplois, investissements, structurations de filières de production locale malgré l’étroitesse du marché, contributions aux comptes publics et sociaux avec pour objectif d’accroître notre autonomie économique afin de tendre au plus vite vers les défis de demain : autonomie alimentaire, autonomie énergétique....**

Au regard des difficultés du secteur industriel à la suite de la mise en place de la TGC, il avait été convenu par tous – élus et partenaires sociaux – qu’il était urgent de réformer le dispositif en corrigeant ses faiblesses, afin de lui redonner sa vocation de développement économique et de le rendre à nouveau opérationnel dans un environnement réglementaire connu, équilibré, transparent, suivi, évalué et partagé.

Le projet de loi proposé par le Gouvernement est positif pour la collectivité et les consommateurs en ce qu’il engage davantage les industriels sur les contreparties attendues et met en place un dispositif de suivi et d’évaluation annuel plus transparent et accessible à tous.

Pour la FINC et ses industriels, ce projet de loi du pays est donc une indispensable et bonne réforme.

Ce projet a su rassembler bien au-delà de la communauté des industriels puisqu’à ce jour, il a recueilli entre autres un avis favorable de l’ensemble des fédérations patronales, des associations de consommateurs, du CESE et enfin du Conseil d’Etat. Il redonne un cap et l’envie d’investir dans l’industrie de transformation, un des rares secteurs porteurs de développement et de création d’emplois en Nouvelle-Calédonie.

La FINC et ses industriels s’adressent donc aux derniers détracteurs :

- à ceux qui souscrivent et relaient sur les réseaux sociaux ou dans leurs déclarations le « Cagou bashing » : soutenir une culture pays et la faire progresser ensemble nous apparaît plus courageux qu’une critique systématique des produits fabriqués en NC et plus citoyen que cette mentalité importée du « toujours mieux ailleurs ».
- à ceux qui se déclarent ouvertement favorables à l’industrie, aux mesures de régulation tarifaires et certaines mesures restrictives mais, en séance du Congrès, votent contre ces textes ou s’abstiennent : accorder ses actes à sa parole nous apparaît plus responsable vis-à-vis des industriels locaux qui se sont engagés et plus respectueux des citoyens calédoniens qui leur ont donné leur confiance.
- à tous, élus, consommateurs et autres acteurs engagés de ce territoire : soutenir et voter ce projet de loi du pays, plus exigeant pour les industriels mais plus opérationnel que la réglementation précédente, c’est envoyer un signe fort et clair au secteur de la production manufacturière et marquer sans ambiguïté un soutien raisonné à ce secteur.

Pour conclure, ce projet de texte est équilibré et soucieux de l’intérêt de tous les Calédoniens. Comme nous, industriels, citoyens, acteurs et consommateurs qui avons choisi ce pays et sommes fiers de le construire pas à pas, soutenez cette réforme et notre industrie !

*Pour le comité directeur de la FINC
Xavier BENOIST
Président*